

2004 – 2005
Rapport annuel



**CONFÉRENCE CANADIENNE
DES ARTS**

**CANADIAN CONFERENCE
OF THE ARTS**

2004
2005

Conseil d'administration 2005-2008

Frank Addario - Ontario
Lori Baxter - Colombie-Britannique
Rose Bellosillo - Ontario
Michel Blondeau - Ontario
Normand Chouinard - Québec
René Cormier - Nouveau Brunswick
Carol Geddes - Yukon
Bastien Gilbert - Québec
Sheila Roberts - Saskatchewan
Karl Siegler, Vice-président - Colombie-Britannique
Robert Spickler, Président - Québec

Denise Roy, Présidente sortante
Peter Gardner, Trésorier
Peter Hyde, Secrétaire

2004 - 2005
Rapport annuel

Secrétariat

Andrew David Terris, Directeur général par intérim
Julie Cayouette, Adjointe exécutive
Manon Charron, Directrice des finances
Annie Caporicci, Commis des finances - Assistante administrative
James Missen, Conseiller en politique culturelle par intérim
Erika Adams, Stagiaire en politique culturelle
Laura Coletta, Directrice des communications
Kathleen McManus, Agente des communications par intérim
Jessica Pancoe, Agente des relations avec les membres et coordonnatrice de l'information
Garry Neil, Directeur général exécutif du RIDC, www.incd.net
Albanela Pérez-Suárez, Coordonnatrice du RIDC, www.incd.net
Annalee Adair, Coordonnatrice nationale de GénieArts, www.geniearts.ca
Michele McIntosh, Administratrice de GénieArts, www.geniearts.ca

Conférence canadienne des arts

804-130, rue Albert
Ottawa (Ontario) K1P 5G4
Téléphone : (613) 238-3561
Télécopieur : (613) 238-4849
info@ccarts.ca
www.ccarts.ca

Rédactrice : Laura Coletta
Traduction : Transediting Inc.
et Metatext.
Conception
graphique : Applecrate Inc.
Impression : Bradda Printing

Rapport de la présidente sortante

Denise Roy

La plus grande force de la CCA a toujours été sa capacité de parler d'une seule voix au nom des centaines de milliers de personnes engagées dans le secteur culturel.

Une autre année a passé et il est de nouveau temps non seulement de jeter un coup d'oeil derrière soi, mais aussi de scruter la boule de cristal du futur.

Comme d'habitude, la Conférence canadienne des arts (CCA) peut se vanter d'une longue liste de réalisations au cours des douze derniers mois. Cela couvre :

- la direction des efforts de défense et de promotion dans le contexte de l'élection fédérale;
- les pressions visant le renouvellement du financement de *Un avenir en art*;
- la tenue de *De l'acte à l'action*, notre conférence nationale annuelle, qui a porté sur la question du statut de l'artiste;
- l'amélioration de notre site Web, du recrutement d'adhérents et des communications;
- le lancement de la nouvelle initiative Les arts et l'apprentissage;
- un excédent en fin d'exercice;
- l'augmentation des capacités de l'organisme en matière de ressources humaines par la création du poste de directeur des communications et l'ajout d'une capacité d'analyse politique supplémentaire.

Tout cela s'est fait dans un paysage politique instable et précaire, pour dire le moins.

À la même époque l'an dernier, nous avons accueilli Jean Malavoy en tant que nouveau directeur général. Nous désirons exprimer nos remerciements les plus sincères à Jean pour l'énergie et la passion qu'il a consacrées à l'organisme pendant l'année.

Nous avons été attristés par le départ d'un membre chevronné du personnel, la remarquable Philippa Borgal; son analyse politique et ses compétences organisationnelles nous ont exceptionnellement bien servi pendant de longues années. Merci aussi à Kevin Desjardins, aux communications, et à Jennifer Heale, du Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC), qui ont tous deux quitté afin de relever d'autres défis. Le personnel du secrétariat compte plusieurs nouveaux membres, dont la stagiaire Erika Adams aux politiques ainsi que Kate McManus et Laura Coletta aux communications. Nous remercions également les autres piliers du bureau - James, Jessica, Manon, Annie et Julie - qui assurent avec le sourire le fonctionnement quotidien du secrétariat.

Enfin, nous désirons remercier deux collaborateurs de longue durée de la CCA : Annalee Adair d'abord, dont le leadership et la vision ont guidé GénieArts et ont été déterminants

dans la mise sur pied du projet Les arts et l'apprentissage; Garry Neil ensuite, Directeur exécutif du RIDC, a notre reconnaissance pour avoir mis à contribution sa considérable expertise afin d'aider la CCA dans une foule de questions complexes tel que le régime fiscal et le statut de l'artiste.

Nous avons aussi une dette de gratitude envers les membres sortants du conseil d'administration Trudy Schroeder, Marie Cadieux, William Lau, Patrick Close, Arthur Drache et Peter Gardner (qui, en passant, nous aime tant qu'il a accepté de rester en qualité de trésorier). Ces personnes comptent parmi les membres du conseil les plus passionnés et dévoués que nous n'ayons jamais connu.

Le présent rapport marque le 60e anniversaire de la CCA ainsi que la fin de mon mandat de présidente. Ayant vu la CCA depuis les coulisses au cours des cinq dernières années, je suis plus que jamais convaincue de la nécessité d'un organisme démocratique et national à large assise pour défendre la culture canadienne. À mon avis, la plus grande force de la CCA a toujours été sa capacité de parler d'une seule voix au nom des centaines de milliers de personnes engagées dans le secteur culturel. Nous ne pouvons faire de compromis sur notre capacité d'assurer un leadership, mais cela impliquera toujours un délicat équilibre entre réceptivité et proactivité. Grâce à la participation active de tous ses membres, la CCA se révélera un catalyseur plus formidable, affirmé et essentiel qu'on ne l'avait envisagé voilà soixante ans.

Pour conclure, j'emprunterai ces paroles à l'une de nos auteures les plus éloquentes pour nous rappeler que les artistes sont la raison d'être de la CCA :

« Le grand rôle de l'artiste consiste à ajouter un huitième jour à la Création, à rendre l'impossible possible. Quelques mots simples, quatre notes de musique, les 26 lettres de l'alphabet - il suffit à l'artiste de ces humbles outils pour recréer l'univers et aller droit au cœur de l'humanité. La responsabilité du visionnaire, de l'artiste, est de créer une société au sein de laquelle tous et chacun se sentent chez eux. »

ANTONINE MAILLET.

Cela a été un honneur de vous servir.

Ayant vu la CCA depuis les coulisses au cours des cinq dernières années, je suis plus que jamais convaincue de la nécessité d'un organisme démocratique et national à large assise pour défendre la culture canadienne.

Rapport du directeur général

Jean Malavoy

La grande inquiétude de l'année fut aussi sa grande victoire. Il s'agit bien du programme de financement *Un avenir en art*. Le renouvellement du programme pour cinq années (2005-2010) au montant de 860 millions de \$, représente une victoire de taille pour la Conférence canadienne des arts (CCA), à plusieurs points de vue. Pour atteindre ce résultat exceptionnel, annoncé lors du budget fédéral 2005, en février dernier, le secteur culturel a parlé d'une seule voix, d'un seul élan, d'un seul souffle. On n'avait pas vu une telle cohésion depuis des années. À cette fin, la CCA a joué un rôle de leader et de rassembleur. Cet engagement à long terme représente aussi le plus important investissement du gouvernement canadien dans sa propre culture. C'est un précédent, qui nous le souhaitons, ouvrira la voie à d'autres bonnes nouvelles comme un accroissement substantiel du budget total du Conseil des Arts du Canada. C'est aussi un succès personnel pour la Ministre du Patrimoine canadien, Madame Liza Frulla, qui a toujours mis l'artiste au coeur du dialogue des cultures. La stabilisation financière du secteur culturel a toujours été la priorité de la CCA. Sans cela rien n'est possible.

L'année 2004-2005 fut aussi marquée par une action incessante de la CCA pour protéger la liberté d'expression des artistes, mise en péril par le projet de loi C-2, *Loi modifiant le Code criminel (protection des enfants et d'autres personnes vulnérables) et la Loi sur la preuve au Canada*, qui créait un flou avec une notion subjective de « but légitime ». La CCA soutient que le moyen de défense fondé sur la valeur artistique devrait être maintenu. Il protège les artistes et l'art.

La question du Statut de l'Artiste fut aussi cette année au coeur de notre action. Ce fut le thème de notre Conférence nationale *De l'acte à l'action, aller de l'avant sur le statut de l'artiste*, qui eut lieu à Regina, en Saskatchewan, les 19 et 20 novembre 2004. Cette tribune, qui regroupait les forces vives du secteur culturel, lança un message clair : les artistes méritent un meilleur traitement. Il est temps que le gouvernement canadien se fasse le grand défenseur de la reconnaissance sociale du statut de l'artiste, avec entre autres, un traitement équitable devant l'impôt, le rétablissement de l'étalement rétrospectif du revenu pour les travailleurs autonomes en général et les artistes en particulier. Cela comprend aussi une exemption de l'impôt sur le revenu provenant du droit d'auteur, comme cela se fait au Québec. Enfin, il faut rendre l'assurance-emploi accessible aux travailleurs autonomes et créer un filet de bénéfices sociaux pour les artistes et leurs familles.

La CCA a au cours de l'année exigé que le ministère du Patrimoine canadien articule une position claire – en concertation avec Industrie Canada – afin de protéger la propriété canadienne des industries culturelles qui inclut les entreprises de télécommunications et de télécommunications. Notre culture n'est pas à vendre! Marcel Duchamp disait qu'il y a deux sortes de créateurs : celui qui fait et celui qui regarde. Il est important que ce que nous voyions nous appartienne et reflète qui nous sommes.

En 2005, la CCA fête ses 60 années d'existence. Nous sommes des planteurs de chêne. Bien enracinés dans notre milieu comme un arbre dans son sol. Depuis soixante ans, nous parlons de culture et les principales réalisations culturelles du Canada sillonnent le parcours de la CCA. Au delà des impératifs géopolitiques, c'est cet esprit qui anime la CCA : une armée militante de 250 000 voix, dont le seul but est de faire prendre conscience aux gens de la grandeur qui existe en eux.

Rapport de GénieArts

Annalee Adair

[Depuis] sa première année, ... GénieArts [insiste] sur une notion précise « abattre des murs », ces murs qui séparent les écoles des collectivités, le secteur de l'éducation du secteur artistique, les arties des enseignants, les organismes artistiques des fondations communautaires...

SILVER DONALD CAMERON,
L'HISTOIRE DE GÉNIEARTS

Andy Jones, Adesola Akinleye, Michel Sereda et d'autres ont travaillé avec près de 1 400 éducateurs pour permettre à 28 000 élèves de participer activement aux arts tout en apprenant les matières du tronc commun.

En sa qualité d'investisseur et de catalyseur pour les arts, GénieArts a établi un fondement solide de valeurs et de buts communs parmi ses 16 principaux partenaires à l'échelle du pays et a créé un réseau de partenariats diversifié. Ses partenaires possèdent une expérience et une expertise dans les domaines des arts, de l'éducation et des activités communautaires. Ils ont créé l'infrastructure nécessaire pour renforcer la capacité de leurs collectivités et transmettre leurs acquis à d'autres collectivités que ce programme intéresse.

- Témoin de l'impact du programme GénieArts dans les écoles francophones de Moncton (Nouveau-Brunswick) l'automne dernier, le ministère de l'Éducation de l'Île-du-Prince-Édouard a lancé GénieArts Î.-P.-E., un consortium de partenariats provincial qui regroupe le ministère de l'Éducation et le ministère des Affaires communautaires et culturelles, le PEI Arts Council, l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard (Faculté d'Éducation), le PEI Crafts Council et le Centre de la confédération.
- En Ontario, un nouveau partenaire, le conseil scolaire du district de Durham, a formé un partenariat avec l'Ontario College of Art, le Durham West Arts Centre et l'Institut universitaire de technologie de l'Ontario (Faculté d'Éducation).

La décision de la fondation de la famille J.W. McConnell de réinvestir cette année plus de 3 millions de dollars a permis au programme GénieArts d'élargir son envergure et d'accroître sa contribution au renforcement des capacités dans le domaine des arts et de l'apprentissage au Canada. Grâce à des investissements stratégiques dans des partenariats multiniveaux avec tous les paliers de gouvernement, GénieArts a permis à plus d'artistes de travailler avec un plus grand nombre d'enseignants et à un nombre accru de conseils scolaires de collaborer avec des organismes artistiques et communautaires. Cela a aussi incité les ministères responsables de l'éducation à travailler avec les conseils des arts provinciaux.

L'an dernier, plus de 400 artistes comme Lennie Gallant, Connie Kaldor,

- Partenaire de GénieArts depuis 1998, la Saskatoon Foundation a aidé à lancer GénieArts Saskatchewan, une initiative menée à l'échelle de la province par le Saskatchewan Arts Board qui regroupe Sask Culture et Saskatchewan Learning. GénieArts Saskatchewan a exigé de tous les requérants fassent appel à trois partenaires, soit la collectivité, l'école et un organisme artistique ou des artistes.
- GénieArts Manitoba, un partenariat provincial qui regroupe le ministère de l'Éducation, de la Citoyenneté et de la Jeunesse et le ministère de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme – Direction des arts et le Conseil des arts du Manitoba achève sa première année.
- *Ici par les arts*, un organisme artistique des Laurentides, est le dernier partenaire à se joindre au réseau et est censé commencer son programme en septembre. GénieArts est la composante culturelle de cette initiative triennale de plusieurs millions de dollars se déroulant dans cinq municipalités des Laurentides. Plus de 15 autres partenaires locaux et provinciaux travaillent avec *Ici par les arts* afin de réduire de taux de décrochage scolaire dans les Laurentides.

Alors que les partenaires ont été encouragés à diversifier leurs sources de financement et à assumer plus de responsabilité pour le développement et le maintien des programmes, le bureau national de GénieArts s'est employé à aider les partenaires à élaborer des stratégies de durabilité. Certaines de celles-ci incluent le lancement de nouveaux modèles de partenariat, la création d'approches nouvelles et le recrutement de nouveaux investisseurs. Cette année, des contributions importantes ont été consenties par de nouveaux investisseurs de divers secteurs comme la collectivité, les entreprises, les fondations, les écoles, les conseils scolaires et les bailleurs de fonds publics, y compris les ministères responsables de l'éducation et de la culture, les conseils des arts provinciaux et d'autres ministères. Les nouveaux investissements correspondent actuellement à 51,7 % du financement total du programme, ce qui représente un bond marqué par rapport aux 15,8 % qu'ils constituaient en 2003-2004.

Le respect de cette diversité d'approches propres à la localité de chaque partenaire et appuyant une vision commune de collaboration a toujours défini le succès de GénieArts et continuera à le faire dans l'avenir.

L'an dernier, plus de
400 artistes ... ont
travaillé avec près de
1 400 éducateurs
pour permettre à
28 000 élèves de
participer activement
aux arts tout en
apprenant les matières
du tronc commun.

Rapport du RIDC

Garry Neil
Albanela Pérez-Suárez

La présence internationale du Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC) est bien établie et bien respectée.

Le Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC) a évolué rapidement depuis la réunion de fondation à Santorini, en Grèce, en 2000. Sa présence internationale est bien établie et bien respectée. En plus d'une large assise et d'un comité directeur actif, il compte deux bureaux en Afrique et un bureau qui sera ouvert prochainement à Bruxelles et peut se vanter de réalisations encourageantes récentes aux États-Unis, en Asie et au Brésil.

Travail avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Cette année, le RIDC a consacré beaucoup de temps, d'attention et de ressources pour promouvoir la négociation d'une convention opportune et efficace sur la diversité culturelle. En mars et en mai 2004, le RIDC a tenu plusieurs réunions avec des hauts fonctionnaires de l'UNESCO pour discuter du projet de Convention sur la protection de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques.

Assemblée annuelle, Shanghai, Chine

En octobre 2004, le comité de direction élargi et nouvellement élu et les observateurs internationaux ont tenu une réunion de quatre jours pour examiner et affiner la campagne visant à promouvoir le renforcement de la capacité culturelle des pays n'ayant pas les ressources économiques nécessaires pour présenter leur musique, leurs histoires et leurs autres expressions culturelles à des auditoires mondiaux.

Afrique

En mars et avril 2004, une séance de formation d'une semaine sur la promotion culturelle à l'intention des représentants de huit pays d'Afrique australe a donné naissance à de nouveaux réseaux nationaux et a aidé à sensibiliser les intéressés aux défis que la mondialisation présente pour la culture et aux répercussions sur l'Afrique du mouvement pour la diversité culturelle. Le RIDC a établi deux secrétariats en Afrique avec un bureau pour l'Afrique centrale et de l'Ouest dans la ville de Dakar et un autre pour la région de l'Afrique australe à Durban.

En juin 2004, les membres du RIDC au Cameroun ont lancé CREATE (Collective Resources for the Arts and Talent Enrichment) [Ressources collectives pour les arts et l'épanouissement des talents] pour promouvoir les arts et la culture, suivre l'incidence de la mondialisation et d'Internet sur les arts et la culture et servir de section locale du RIDC dans ce pays. En février, CREATE a parrainé une réunion des principaux intervenants culturels au Kenya afin de discuter de ces enjeux.

États-Unis

En mars 2004, des représentants des principaux groupes culturels des États-Unis se sont réunis à la Writers Guild of America East afin de discuter pour la première fois de questions de culture et de commerce du point de vue du RIDC. Ils ont fait des plans en vue d'une réunion de plus vaste envergure intitulée *Globalization, Cultural Diversity, and UNESCO: Imperatives for US Arts and Cultural Practitioners and Organizations* [Mondialisation, diversité culturelle et UNESCO : les impératifs des praticiens et organismes artistiques et culturels des États-Unis] qui a eu lieu à Washington en janvier 2005. Cette activité a commencé à rallier un appui pour la convention aux États-Unis, ce qui constitue une stratégie clé.

Pays-Bas

Les membres du Comité de direction Korkor Amarteifio et Verena Weidemann, accompagnés de Garry Neil, se sont rendus à Amsterdam et La Haye à l'invitation des membres hollandais du RIDC. Cela a poussé un certain nombre de groupes à opter pour le lancement d'une campagne nationale en faveur de l'appui de la convention.

Sao Paulo, Brésil

En juin 2004, le RIDC a organisé un colloque sur les enjeux liés à la diversité culturelle au premier Forum mondial sur la culture.

World Social Forum

En janvier 2005, l'institut brésilien pour la diversité culturelle et le RIDC ont collaboré en vue de présenter une série de colloques au World Social Forum.

Création de liens avec les peuples autochtones

Au Forum mondial sur la culture, Jennifer Heale est intervenue au caucus des peuples autochtones pour présenter le RIDC et son travail, ainsi que pour discuter de mécanismes de collaboration qui permettraient de traiter des défis que la mondialisation pose à l'art et la culture autochtones. À la réunion de Washington, des représentants de la nation des Cherokee ont discuté des défis auxquels celle-ci fait face et des limitations du projet de convention de l'UNESCO. Le collaborateur du RIDC au Mexique, le centre de recherche, de réseautage et de développement culturels (CIEDC), a travaillé activement à ces dossiers avec les collectivités mayas.

Diffusion de l'information et établissement d'un consensus

Un partenariat entre le RIDC, la Campaign for Rights in the Information Society (CRIS) [Campagne pour les droits dans la société de l'information] et le Free Press Network [Réseau pour la presse libre] a abouti à la création d'un site Web consacré exclusivement à l'information et la recherche au sujet de l'impact de la mondialisation et des accords commerciaux sur les politiques culturelles et médiatiques. Voir www.mediatrademonitor.org.

Le 16 mai, 2005

442 Gilmour Street
Ottawa, Ontario
K2P 0R8
Tel: (613) 235-2000
Fax: (613) 235-2643

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres de la Conférence canadienne des arts:

Nous avons vérifié le bilan de la Conférence canadienne des arts au 31 mars 2005 ainsi que l'état des revenus, dépenses et surplus, et de l'évolution du surplus de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers qui est fondée sur notre vérification.

À l'exception de ce qui est mentionné dans le paragraphe ci-dessous, notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir un degré raisonnable de certitude quant à l'absence d'inexactitudes importantes dans les états financiers. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Une partie des fonds de la CCA provient de dons qui ne peuvent faire l'objet d'une vérification comptable complète. Par conséquent, notre travail à cet égard s'est limité aux sommes inscrites dans les registres de la CCA.

À notre avis, à l'exception des éventuels redressements que nous aurions pu juger nécessaires si nous avions été en mesure de vérifier tous les revenus, ces états financiers présentent fidèlement, à tous égards importants, la situation financière de la CCA au 31 mars 2005, ainsi que les résultats de son exploitation et de l'évolution du surplus pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus.

**HENDRY WARREN S.R.L.**

COMPTABLES AGRÉÉS

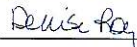
OTTAWA (ONTARIO)

Bilan

31 mars 2005, avec chiffres comparatifs de 2004

	2005	2004
Actif		
Actif à court terme		
Encaisse	\$ 164,661	\$ 73,517
Investissements à court terme	122,966	501,342
Débiteurs	448,174	208,100
Frais payés d'avance	12,781	9,549
	748,582	792,508
Immobilisations (note 3)	22,515	16,003
Fonds de dotation (note 4)	234,500	79,275
	\$ 1,005,597	\$ 887,786
Passif et Surplus		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	\$ 68,805	\$ 114,915
Due aux Partenaires GénieArts (note 5)	167,560	104,200
Revenus différés	272,754	272,482
Deferred revenue – INCD	199,494	130,123
	708,613	621,720
Fonds de dotation en fiducie	234,500	234,500
	943,113	856,220
Obligations contractuelles (note 6)		
Surplus		
Investi dans les immobilisations	22,515	16,003
Non affecté	(20,031)	15,563
Réserve du fonds de roulement	60,000	-
	62,484	31,566
	\$ 1,005,597	\$ 887,786

Approuvé au nom du Conseil d'administration



Gouverneur



Gouverneur

État des revenus, dépenses et surplus

de l'exercice terminé le 31 mars 2005, avec chiffres comparatifs de 2004

	2005 Budget (non-vérifié)	2005 Réel	2004 Réel
Revenus			
Revenus gagnés	\$ 162,324	\$ 201,669	\$ 175,368
Contributions	1,755,781	1,553,840	1,363,219
	1,918,105	1,755,509	1,538,587
Dépenses			
Personnel	358,787	332,241	338,653
Administration	186,714	179,863	174,178
Activités régulières	165,893	192,445	106,582
Programmes spéciaux	1,206,711	1,020,042	907,629
	1,918,105	1,724,591	1,527,042
Excédent des revenus sur les dépenses	-	30,918	11,545
Surplus, au début de l'exercice	31,566	31,566	20,021
Surplus, à la fin de l'exercice	\$ 31,566	\$ 62,484	\$ 31,566

Voir les notes complémentaires.

État de l'évolution du surplus

de l'exercice terminé le 31 mars 2005, avec chiffres comparatifs de 2004

	Investi dans les immobilisations	Non affecté	Réserve du fonds de roulement	Total 2005	Total 2004
Solde au début	\$ 16,003	\$ 15,563	\$ -	\$ 31,566	\$ 20,021
Excédent des revenus sur les dépenses	(10,534)	41,452	-	30,918	11,545
Transféré à la réserve du fonds de roulement	-	(60,000)	60,000	-	-
Investissement en Immobilisations	17,046	(17,046)	-	-	-
Solde à la fin	\$ 22,515	\$ (20,031)	\$ 60,000	\$ 62,484	\$ 31,566

Voir les notes complémentaires.

Notes complémentaires

de l'exercice terminé le 31 mars 2005, avec chiffres comparatifs de 2004

1 But de l'organisation

La Conférence canadienne des arts (CCA) est un organisme national sans but lucratif de service aux arts incorporé selon les lois fédérales (numéro d'enregistrement d'organisme de charité 11883 0371 RR 0001). Le rôle premier de la CCA est d'encourager les gouvernements fédéral, provinciaux et municipaux, ainsi que les sociétés et le secteur privé, à élaborer des politiques qui assureront l'épanouissement des arts et des industries culturelles au Canada.

2 Principales conventions comptables

Les états financiers ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus et tiennent compte des principales conventions comptables suivantes:

Comptabilisation des revenus et des dépenses

Les revenus et les dépenses sont inscrits selon la méthode de la comptabilité d'exercice.

Les revenus provenant d'engagements contractuels sont comptabilisés selon le pourcentage d'avancement des travaux.

Utilisation d'évaluations

La préparation de ces états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus requiert que la direction pose des évaluations et des suppositions qui affectent les montants reportés pour les actifs et passifs, la présentation des actifs et passifs contingents à la date des états financiers et les montants des revenus et dépenses pour la période.

La direction croit que ces états financiers présentent fidèlement les résultats des périodes présentées. Les résultats actuels pourraient différer des estimés présentés.

Instruments financiers

Les instruments financiers de la CCA sont composés de l'encaisse, des investissements à court terme, des débiteurs, des créditeurs et charges à payer et des fonds de dotation. La direction croit que la CCA n'est pas exposée à des risques significatifs d'intérêts, de change ou de crédit provenant de ces instruments financiers.

Placements à court terme

Les placements à court terme sont inscrits au coût qui se rapproche de leur valeur au marché.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties d'après leur durée de vie utile selon les méthodes suivantes:

Immobilisations	Méthodes
Matériel informatique	Linéaire sur 3 ans
Mobiliers et agencements	Linéaire sur 5 ans

La moitié de l'amortissement normal est enregistré pour les acquisitions de l'exercice courant.

3 Immobilisations

	Coût	Amortissement cumulé	2005 Valeur nette	2004 Valeur nette
Matériel informatique	\$ 52,168	\$ 29,849	\$ 22,319	\$ 15,187
Mobiliers et agencements	7,615	7,419	196	816
	\$ 59,783	\$ 37,268	\$ 22,515	\$ 16,003

4 Fonds de dotation

La Conférence canadienne des arts a établi le Fonds de dotation pour les arts de la Conférence canadienne des arts en conformité avec les modalités du programme du Fonds de dotation pour les arts (FDA). Le FDA est un programme du gouvernement de l'Ontario, administré par la Fondation du Conseil des arts de l'Ontario. Le montant total des fonds que la Fondation du Conseil des arts de l'Ontario détient en fiducie pour la Conférence canadienne des arts s'élève à 158 550 \$. Chaque année, la Conférence canadienne des arts a droit au revenu de placement produit par le Fonds de dotation, qui sert à financer la conférence Chalmers.

5 Due aux Partenaires GénieArts

La CCA a reçu une somme de 879 950 \$ de la Fondation de la Famille J.W. McConnell et une somme de 37 500 \$ du Ontario Ministry of Culture qui doivent être remboursées aux Partenaires GénieArts. Le solde de \$167,560 sera remboursé dans la prochaine année fiscale. Puisque la CCA agit à titre d'intermédiaire dans cette transaction, les fonds sont présentés avec les passifs au bilan jusqu'à ce qu'ils soient complètement remboursés.

	2005	2004
Total reçu dans l'année	\$ 917,450	\$ 977,850
ArtSmarts in Schools	50,000	100,000
ArtsSmarts Manitoba	80,000	30,000
ArtsSmarts Prince Edward Island	50,000	-
ArtsSmarts Saskatchewan	110,000	-
Calgary Arts Partners in Education Society	43,250	86,500
Community Foundation of Ottawa	-	(1,700)
Community Foundation of Portage and District Inc.	30,450	87,000
Durham District School Board	75,000	-
Fondation communautaire du Grand Québec	52,800	88,000
Multicultural Arts for Schools and Communities	62,500	79,200
Newfoundland Arts Council	54,600	109,200
Nova Scotia College of Art & Design	24,490	83,300
Riverside School Board	88,000	88,000
The Saskatoon Foundation	45,000	90,000
Université de Moncton	88,000	52,800
Total payé dans l'année	854,090	892,300
Portion non-remboursée aux partenaires	63,360	85,550
Solde reporté de l'année fiscale précédente	104,200	18,650
Solde reporté à la prochaine année fiscale	\$ 167,560	\$ 104,200

6 Obligations contractuelles

La CCA a des contrats de location-exploitation pour l'équipement de bureau et les locaux du secrétariat, et les versements exigibles au cours de chacun des cinq prochains exercices s'établissent comme suit:

	Équipement	Locaux	Total
2006	\$ 23,434	\$ 36,254	\$ 59,688
2007	-	15,106	15,106
	\$ 23,434	\$ 51,360	\$ 74,794

7 État de l'évolution de la situation financière

Un état de l'évolution de la situation financière n'a pas été préparé parce qu'il ne fournirait aucune information pertinente additionnelle.

8 Données comparatives

Certaines données de l'année précédente ont été reclassifiées afin d'être conformes à la présentation des états financiers de l'année courante.

La CCA remercie les ministères fédéraux et provinciaux ainsi que
les organismes suivants de leur généreuse contributions :

Government of British Columbia
Ministère du Développement des ressources
humaines Canada
Government of Nova Scotia
Ministère de la culture de l'Ontario
Saskatchewan Federation of Labour
Government of Alberta
Government of Saskatchewan
Le Centre National des Arts



Patrimoine
canadien Canadian
Heritage



The Canada Council for the Arts
Le Conseil des Arts du Canada



BRITISH
COLUMBIA
ARTS COUNCIL
Supported by the Province of British Columbia

La CCA tient à remercier ses généreux sympathisants en 2004-2005 :

Fondations

La fondation de la famille J.W. McConnell
La Fondation communautaire d'Ottawa
Laidlaw Foundation
La Fondation Trillium de l'Ontario
La fondation de la famille Samuel
et Saidye Bronfman
The Ford Foundation
Agence suédoise de coopération
internationale au développement (Asdi)

Particuliers

David Angell
Brian Anthony
Danielle April
Lori Baxter
Ellen Busby
Marie Cadieux
Richard Carver
Dr. Thomas J. Condon
Michelle d'Auray
Jennifer Dickson
Peter Gardner
Helga-Liz Haberfellner-Doc
Peter Hyde
Janet Irwin
Connie John
Brent R. Laycock
Norma Lock
Jean Malavoy
Rose Eleanor Milne
Garry Neil
Mariko Obokata
Bernard Ostry
Frank W. Peers
Timothy Porteous

Sociétés et organismes

Conseil des ressources humaines
du secteur culturel
Le Tribunal canadien des relations
professionnelles artistes-producteurs
Cultural Careers Council Ontario
Saskatchewan Native Theatre Company Inc.
Le Centre canadien de philanthropie
(Imagine Canada)